



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 7 mars 2021

### **ICRICT : Il est urgent de mettre en place un nouveau système fiscal, et qu'il soit féministe.**

Alors que le monde célèbre [la Journée internationale de la femme](#), il est plus clair que jamais que la reprise économique ne se fera que par un profond changement de paradigme. Il est urgent d'évoluer vers une société solidaire et inclusive qui place l'égalité des sexes au centre et reconnaît l'interdépendance entre les personnes et l'environnement. Et cela passe par une réforme profonde de la fiscalité des multinationales et des plus riches.

La pandémie de Covid-19 a clairement montré qu'une grande partie du travail nécessaire au maintien de la santé et du bien-être des enfants, des personnes âgées et des autres membres de la famille est effectuée par les femmes, sans être rémunérée. Pour faire progresser l'égalité des sexes, il est impératif de reconnaître, de réduire et de redistribuer le travail domestique et de soins. Cela nécessite la mise en place de services publics de qualité tels que des crèches, des centres de santé et des foyers pour personnes âgées. Il est également nécessaire d'investir dans des infrastructures telles que l'eau potable, l'assainissement et l'électricité. Ces mesures améliorent la capacité des femmes à entrer dans le monde du travail rémunéré ou à disposer de temps pour des activités productives ou des loisirs.

Mais ces efforts ont un coût. Les États, qui ont tant dépensé en réponse à la pandémie, doivent non seulement récupérer leurs ressources mais les augmenter pour financer ce redressement. Or, un nouveau tournant vers l'austérité budgétaire est déjà amorcé dans de nombreux pays émergents et en développement, alors même que les riches n'ont jamais été aussi riches. La richesse combinée de tous les milliardaires [atteint désormais le niveau record de 13 800 milliards de dollars](#). Pendant ce temps, la fraude fiscale et l'évasion fiscale légale permettent aux multinationales et aux riches particuliers de payer des taux d'imposition inférieurs à ceux de la plupart des travailleurs.

Le récent accord fiscal mondial du G20 et de l'OCDE n'a pas abordé la question des droits d'imposition injustes qui accroissent la richesse des super-riches en favorisant les multinationales et les juridictions de leurs sièges sociaux, principalement dans les pays riches, au détriment des pays en développement en tant que juridictions de marché et hôtes d'IDE, ainsi que des citoyens ordinaires du monde entier. Ainsi, le régime fiscal mondial prévu par l'accord de l'OCDE continue de favoriser les inégalités entre les pays et au sein de ceux-ci.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouveau pacte fiscal : il faut concevoir des systèmes fiscaux progressifs, y compris une imposition équitable des femmes, et augmenter les ressources fiscales disponibles en luttant contre l'évasion et la fraude fiscales. Les multinationales et les super-riches qui les contrôlent doivent payer leur juste part d'impôts, en augmentant les impôts sur les revenus du capital, plutôt que ceux sur les revenus du travail.

Lorsque les gouvernements ne parviennent pas à faire payer leur juste part aux entreprises les plus riches et aux super riches, à lutter contre l'évasion fiscale et à contrôler les actifs cachés dans les paradis fiscaux ou à l'étranger, ils le font au détriment des femmes. Nous devons avoir le courage d'agir maintenant. Par conséquent, **l'ICRICT demande aux gouvernements de prendre ces quatre mesures :**

**1) Créer un registre national des actifs**, qui devrait inclure des informations accessibles au public sur la propriété et l'évaluation des richesses pertinentes, comme première étape vers un registre mondial des actifs en tant que réseau de registres nationaux des actifs. La création de registres des actifs permettrait de mesurer et de comprendre l'inégalité des richesses, y compris l'inégalité entre les sexes dans la répartition des richesses, de faciliter des discussions publiques et politiques bien informées sur le degré d'inégalité souhaité et de soutenir une fiscalité appropriée pour réduire les conséquences négatives de l'inégalité.

**2) Mettre fin au secret entourant la richesse offshore** en publiant des données sommaires sur la richesse privée à l'étranger afin de permettre à toutes les juridictions d'adopter des impôts progressifs efficaces sur la richesse de leurs résidents et d'être en mesure de mieux contrôler les taux d'imposition effectifs sur les contribuables aux revenus les plus élevés.

**3) Appliquer des taux d'imposition des sociétés plus élevés aux grandes entreprises des secteurs oligopolistiques** présentant des taux de rendement excessifs.

**4) Adopter un impôt minimum effectif ambitieux sur les multinationales, bien plus élevé que les 15 % convenus par le Cadre inclusif du G20/OCDE**, et aussi proche que possible [des 25 % que préconise l'ICRICT](#), afin de mettre fin à la concurrence fiscale dommageable entre les pays et de réduire l'incitation des multinationales à déplacer leurs bénéfices vers des paradis fiscaux. Revoir l'accord BEPS du G20/OCDE et répartir équitablement les droits d'imposition entre les économies riches et les pays en développement afin de refléter le principe de l'imposition des bénéfices des multinationales là où ils sont réalisés, le rôle central dans l'établissement des normes fiscales étant confié au forum légitime et inclusif de l'ONU.

#### **Notes aux rédacteurs :**

→ Partout, il y a des femmes que la pandémie a poussées [hors du marché du travail](#).

→ Les femmes consacrent en moyenne [3,2 fois plus de temps](#) que les hommes aux soins non rémunérés, soit 4 heures et 25 minutes par jour contre 1 heure et 23 minutes pour les hommes. Lorsque l'on a tenté de mesurer la valeur monétaire de ces contributions non rémunérées des femmes, ce chiffre s'élève au chiffre stupéfiant de [11 000 milliards de dollars par an](#), soit 9 % du PIB mondial.

→ Save the Children prévient [dans un rapport](#) que des millions de filles risquent de ne pas pouvoir retourner à l'école après la pandémie. Il y aura 13 millions de mariages d'enfants de plus d'ici 2030 que ce qui aurait été le cas sans Covid-19.

→ Les inégalités entre les sexes devraient s'aggraver avec les conséquences du changement climatique. On estime que d'ici 2025, [jusqu'à 2,4 milliards de personnes](#) vivront dans des zones où l'eau sera insuffisante, ce qui signifie que les femmes et les filles seront contraintes de marcher de plus en plus loin pour en trouver. L'émergence de graves crises de santé publique va également solliciter de plus en plus le temps des femmes.

→ Les hommes [possèdent 50 % de plus de la richesse totale](#) du monde que les femmes. En moyenne, les femmes reçoivent 77 % de ce que les hommes reçoivent à travail, éducation et responsabilité égaux. Le Forum économique mondial lui-même estime qu'il [faudra 202 ans](#) pour combler l'écart salarial entre les sexes.

- Chaque jour, [137 femmes en moyenne](#) dans le monde meurent sous les coups de leur partenaire ou d'un membre de leur famille, selon les Nations unies.
- Les femmes sont fortement sous-représentées au sommet de la distribution des revenus du capital, plus encore que pour les revenus du travail, de sorte que l'augmentation de la part du capital dans les revenus [renforce l'inégalité entre les sexes](#), favorisée par une imposition relativement faible des revenus du capital.
- Au niveau mondial, l'évasion fiscale [détourne 40 % des bénéfices étrangers](#) vers les paradis fiscaux, montre Gabriel Zucman de l'ICRICT. [Explorez la carte du monde](#) pour voir combien de bénéficiaires et de recettes fiscales chaque pays perd (ou attire).
- Un impôt minimum mondial est l'une des principales recommandations du [Rapport sur l'intégrité financière pour le développement durable](#) - présenté en février dernier par un panel de haut niveau des Nations Unies, le FACTI.
- Un impôt minimum mondial sur les sociétés de 25 % rapporterait près de 17 milliards de dollars de plus aux 38 pays les plus pauvres du monde (pour lesquels des données sont disponibles) qu'un impôt de 15 %. Ces pays abritent 38,6 % de la population mondiale.
- Une liste des 139 membres du Cadre inclusif de l'OCDE sur le BEPS est disponible [ici](#).

#### Contact Presse

LAMIA OUALALOU [loualalou@gmail.com](mailto:loualalou@gmail.com) + 33 6 70 24 92 23 (WhatsApp)

#### **A propos de l'ICRICT :**

*La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises [ICRICT](#) a pour objectif de promouvoir une discussion plus large et plus inclusive dans le domaine des règles fiscales internationales –, de considérer les réformes fiscales selon une perspective servant l'intérêt public plutôt que les avantages nationaux, ainsi que d'œuvrer en faveur de solutions fiscales justes, efficaces, durables et favorables au développement.*